

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ouverture-a-Buenos-Aires-du-proces-du-Plan-Condor>

Ouverture à Buenos Aires du procès du Plan Condor

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 4 mars 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ouverture du procès Plan Condor marque une étape dans le processus judiciaire qui vise les agissements de la dictature argentine, il prouve l'existence d'un plan de répression dépassant les frontières argentines pendant la dictature.

Concernant quelque 106 victimes- aucuns survivants-, argentines, uruguayennes, chiliennes, boliviennes, paraguayennes, si ce procès n'est pas numériquement le plus important, il est majeur car il s'agit d'établir que la répression était un plan -Condor- très organisé concernant plusieurs pays de la région, et donc dépassait les frontières.

Toutes ces victimes l'ont été des agissements des forces argentines de répression en Argentine ou à l'étranger, et toutes les victimes étrangères sont tombées à cause des agissements des forces argentines dans ce pays ou à l'étranger, après le 24 mars 1976.

On dénombre notamment 48 victimes uruguayennes, trois victimes argentines tombées au Brésil en 1978, plusieurs chiliens dont Edgardo Enriquez Espinosa, membre du comité central du MIR, enlevé à Buenos Aires le 10 avril 1976, un étudiant suisse-chilien enlevé en mai 1977, lors d'une escale à Buenos Aires.... sans oublier le cas de María Claudia Irureta Goyena, belle fille du poète Juan Gelman, enlevée à Buenos Aires, transférée et disparue en Uruguay.

Sur le banc des accusés, 25 ex répresseurs argentins dont Videla, Bignone, Riveros et Menéndez, et à ce procès a été adjoint celui du centre de détention clandestin Orletti (concernant plus de 60 victimes). Quelque 450 témoins sont prévus et le procès devrait durer près de deux ans. En plus de 106 victimes, l'instruction et les plaintes concernent 240 autres victimes.

Ce procès Condor met en évidence la relation entre les organismes de renseignement du Chili, Paraguay, Uruguay, Bolivie, Brésil et de l' Argentine, montrant qu'il s'agissait plus que d'une simple collaboration, mais en fait de reproduire au niveau international le même dispositif répressif existant à l'intérieur de chacun de ces pays.

Pour obtenir des informations, arrêter, séquestrer les victimes, ces organismes ont fait fi de toutes règles. Ainsi, après la chute d'Allende de nombreux chiliens avaient trouvé refuge en Argentine, une fois la dictature au pouvoir, ceux-ci ont été arrêtés, enlevés ...et dans certains cas transférés au Chili. Condor était un plan répressif au niveau continental, voire mondial.

Un document déclassifié du département d'Etat des Etats-Unis en donne une définition à travers une dépêche de l'ambassade US en Argentine : collecte et échange d'informations sur les « gauchistes », « communistes » ou « marxistes », en vue d'éliminer leurs activités , à travers le développement d'opérations conjointes sur les territoires , c'est-à-dire Chili, Argentine, Bolivie, Paraguay et Uruguay et avec un accord d'information avec le Brésil. Ce qui passait par l'échange d'information, l'identification puis l'exécution ou le transfert de la cible dans un des pays signataires.

[El Correo](#) d'après [Página 12](#). 4 Mars 2013

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative](#)

[Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported.](#)